était déclaré rejeté. Je fis observer formellement, en l'absence de l'honorable député qui avait charge de ce bill, qu'un délai devrait être accordé jusqu'à ce qu'il fût de retour. Jusqu'ici, cela s'est toujours fait en semblable circonstance. Mais je dois avouer franchement que je crois que ce comité, du moins durant cette session, n'accomplit pas entièrement son devoir. Très souvent, il manifeste une impatience qui n'est certainement pas de nature à lui faciliter l'exécution de sa tâche. Ce même jour, un autre bill a aussi été rejeté avec un sans-gêne auquel on n'est guère en droit de s'attendre de la part de ce comité.

(La motion est adoptée.)

NOTES DU CONSEIL DE MILICE.

L'honorable sir FREDERICK BORDEN (ministre de la Milice et de la Défense) demande autorisation de déposer sur le bureau de la Chambre une note des membres militaires du conseil de milice, ainsi qu'une note des membres du comité de finances du dit conseil.

(La motion est adoptée.)

Sir FREDERICK BORDEN : Je propose que le règlement soit suspendu et que ces documents soient imprimés. J'espère bien voir tous ces documents imprimés, afin qu'ils puissent être entre les mains de tous les députés quand le budget de la milice sera mis en discussion. J'en ai déjà fait transcrire un grand nombre d'exemplaires à la machine, mais je crois qu'il est préférable qu'ils soient imprimés.

(La motion est adoptée.)

ELECTION DE MEMBRES A LA CHAMBRE DES COMMUNES POUR REMPLIR DES VACANCES.

M. R. L. BORDEN : Je désire présenter le bill (n° 194) qui est rédigé conformément aux prescriptions déjà adoptées dans la province d'Ontario. Ce bill stipule qu'un bref devra être émis, dans un intervalle de temps raisonnable, quand un siège devient vacant, pendant une session, soit par suite de décès ou pour toute autre raison. Dans la province d'Ontario, il y a eu, je crois, en une certaine occasion, un délai d'environ dix-huit mois durant lequel une circonscription est restée sans représentant, et c'est précisément à la suite du scandale qui en était résulté que cette loi fut passée dans la province d'Ontario. Deux cas à peu près semblables se sont ici produits à Ottawa, bien que cependant n'égalant pas tout-à-fait celui dont je viens de vous parler. Si je me rappelle bien, la division Saint-Jacques, à Montréal, resta vacante durant plus d'un an, parce que le Gouvernement n'avait pas jugé à propos de prendre les procédures ordinaires après l'émission de l'ordre de l'Orateur.

Le bill que je désire soumettre contient les dispositions suivantes :

1. Est modifié l'article 8 de l'Acte concernant la Chambre des communes, chapitre 13 des statuts révisés, par l'addition du paragraphe suivant.

"3. Dans le cas où le siège d'un membre de la Chambre des communes est pour quelque cause devenu vacant, si le bref pour l'élection d'un nouveau membre n'a pas été lancé dans les _____ à compter de la date à laquelle s'est produite ladite vacance, il est du devoir du greffier de la Couronne en chancellerie d'émettre dès lors le bref, lequel sera adressé à telle personne, daté et fait rapportable à telles dates qu'il déterminera; et les tribunaux, officiers et personnes donneront plein effet au bref ainsi lancé."

2. Est modifié le premier paragraphe de l'article 9 de la dite loi, par l'insertion des mots suivants après le mot "bref", à la deuxième ligne, savoir: "ou le dit greffier pourra lui-même, en conformité des dispositions de l'article qui précède immédiatement le présent article, émettre un nouveau bref."

3. Est abrogé l'article 10 de l'acte des élections fédérales de 1900 et remplacé par le suivant:

"10. Chaque bref pour une élection sera adressé à telle personne, daté et fait rapportable à telles dates que de déterminera le Gouverneur général, ou que déterminera le greffier de la couronne en chancellerie dans le cas où ce greffier en a l'autorisation d'après l'acte concernant la Chambre des communes.

"Le bref sera expédié par le greffier de la Couronne en chancellerie à la personne à laquelle il sera ainsi adressé; et cet envoi se fera par la poste, à moins que le greffier de la Couronne en chancellerie n'en ordonne autrement.

"3. Le bref sera libellé, *mutatis mutandis*, suivant la formule A."

4. Est abrogé l'article 11 de l'Acte des élections fédérales de 1900 et remplacé par le suivant:

"11. La personne à laquelle est adressé un bref, ainsi que prévu ci-dessus, est l'officier-rapporteur à l'élection à laquelle se rattache le bref. Toutefois, si la personne à laquelle le bref est adressé refuse ou est incapable d'agir ou est inhabile à le faire, le Gouverneur général, ou le greffier de la Couronne en chancellerie dans les cas où c'est ce dernier qui a nommé la personne, peut nommer une autre personne pour remplir les fonctions d'officier-rapporteur.

Ces amendements de la loi électorale du Dominion sont devenus nécessaires depuis que l'acte de la Chambre des communes, dont je viens de parler, a été amendé. Il est très possible que, conformément à la pratique habituelle, il eût été préférable de faire des bills distincts pour ces amendements aux deux lois. Cependant, comme ils se rapportent tous au même sujet, je puis tout aussi bien le soumettre à l'attention du Gouvernement en les présentant en un seul bill plutôt qu'en les divisant en deux, et c'est pourquoi je me suis quelque peu écarté, en cette occasion, de ce que je crois être la meilleure pratique, en présentant ce bill à la Chambre, et tout particulièrement à l'attention du Gouvernement.

(La motion est adoptée, et le bill subit sa première lecture.)